

IL Y A 14 ANS DISPARAISSAIT RACHID MIMOUNI

Les leçons du laveur des yeux*

«... Il n'est pas facile, dans ce pays, d'être administrateur. C'est un poste qui exige beaucoup de qualités. Il faut faire montre d'une grande souplesse d'échine, de beaucoup d'obséquiosité, d'une totale absence d'idées personnelles, de manière à garder ses neurones disponibles pour accueillir celles du chef. Notre administrateur observe à la lettre ces sacro-saints principes. C'est un intelligent. Je prédis qu'il montera haut dans la hiérarchie.»

Faut-il croire que l'auteur de ces lignes (*le Fleuve détourné* 1982) à la fois subversives et prémonitoires nous a quittés ? Mais non ! D'en Haut, il jette un regard perçant sur la société algérienne et scrute plus particulièrement ses entrailles pour mettre à la lumière ses contradictions. Si Rachid Mimouni est décédé en exil il y a 14 ans, son œuvre reste fort heureusement magistrale, son diagnostic toujours d'actualité.

Seule la lucidité d'un présent parmi nous est en mesure de livrer un constat réel et aussi clairvoyant sur ce que les Algériens ont comme spectacle quotidien que jouent des bouffons sans talent.

Dans l'œuvre citée plus haut, Rachid Mimouni a pressenti la grande désillusion «Enfin Si Mokhtar parla. Tu reviens au pays, bien après la fin de la fête, bien après que mes fanfares se sont tues. Tu aurais pu persister dans la voie de l'oubli, ou comme Ali, ton cousin, dans celle de l'inconscience. Ce sont aujourd'hui

les seuls gages de sérénité. Mais tu veux savoir. Mon fils, ta douleur sera grande.»

L'ami de Tahar Djaout, que les islamistes ont assassiné et à qui il a dédié son roman *La Malédiction*, 1993, en écrivant «à la mémoire de mon ami, l'écrivain Tahar Djaout, assassiné par un marchand de bonbons sur l'ordre d'un tôlier», luttait contre les deux terribles mâchoires qui étouffaient les Algériens : le pouvoir et les islamistes.

Ses écrits sont un stéthoscope posé sur le passé, présent et avenir de la société contemporaine. Tout ce qu'il entendait et voyait, il le décortiquait avec un immense talent. Ce qui lui a valu une reconnaissance mondiale. Il voulait une écriture littéraire qui aide la société à se regarder courageusement en face «une littérature qui se donne une société à changer qui mette le doigt sur la plaie».

Contre vents et marées, il a dénoncé l'injustice et défendu les vertus de la démocratie «si hier, avec courage et talent, nos aînés se sont levés pour dénon-

cer l'oppression coloniale, leurs épigones ne doivent pas se tromper d'époque», écrit-il pour fustiger un pouvoir qui symbolise l'inertie et qui a peur du progrès. Il y a tant de choses à dire sur cet «Algérien jusqu'à la moelle des os», aimait-il à dire et qui en dehors de l'Algérie, ne pouvait pas écrire «je perds mes sources de vie»

En l'absence d'organismes culturels forts et automnes pouvant cultiver au sein de la population l'œuvre de Mimouni et d'autres écrivains algériens, c'est l'administration qui organise occasionnellement des festivités à la mémoire de ce colosse.

Paradoxalement, c'est le jour de son décès — le 12 février 1995 — qui est privilégié au lieu de sa date de naissance, un certain vingtième jour du mois symbolisant, la rupture avec l'oppression française — 20 novembre 1945. Cette dernière date aurait pu être le symbole annuel de reconnaissance à la vie bien remplie au service de son pays. Dans bien des contrées, des personnages comme Mimouni, Kateb Yacine, Dib, Malek, Mameri, Moufdi Zakaria, et bien d'autres, sont des étendards sur le fronton de leurs nations. Tous les responsables y courent à chacune des occasions pour les honorer et amplifier leurs œuvres. Chez nous, la ministre en charge de la

Culture n'a pas daigné parcourir 40 kilomètres jusqu'à Boudouaou, lieu de naissance de l'écrivain, pour lui rendre un hommage mérité.

Saluons tout de même les autorités locales de Boudouaou et de la direction de la culture de Boumerdès qui, avec leurs propres moyens, ont organisé, en présence du wali, durant deux jours, des activités culturelles. Ils ont intitulé cette rencontre «Evolution du roman algérien d'expression française».

Organiser durant cette période difficile deux années consécutives de commémoration dans la wilaya de Boumerdès et particulièrement à Boudouaou est une petite victoire sur l'oubli et l'intolérance des gardiens du temple. Par ailleurs, la qualité des trois premières interventions de la matinée de mercredi est à mettre au relief.

Les conférences des professeurs Maouagal Mohamed-Lakhdar, de l'université d'Alger, Abdou Kamel de l'université de Constantine et l'écrivain Djillali Khellas ont été suivies par un auditoire certes restreint mais très attentif.

Abachi L.

*Une expression puisée dans une chanson de Aït Menguellat

3^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES HUISSIERS

Les prérogatives de l'auxiliaire de justice renforcées

Les huissiers de justice, à travers leur chambre nationale, ont rappelé, hier, la nécessité de réduire le temps d'application des décisions de justice à l'occasion de la troisième conférence internationale des huissiers de justice tenue hier à l'hôtel El-Aurassi.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant à l'occasion de cette rencontre qui a réuni des huissiers de justice venus de 50 pays, M. Tayeb Belaïz a déclaré que le taux d'application des décisions de justice est passé à 86 % pour l'année écoulée. Ce taux, selon le ministre, figure parmi les plus satisfaisants à

l'échelle mondiale. Pour sa part, le président de la Chambre nationale des huissiers de justice annoncera, que pour l'année 2008, tous les jugements ont été appliqués et il ne reste que ceux rendus à la fin du mois de décembre. L'amélioration des conditions de travail des huissiers, précisera le ministre, fait partie du programme de réforme de la justice. La preuve en est, selon le premier responsable du secteur, la promulgation de la loi 06-03 qui donne à l'huissier les mécanismes et outils nécessaires à même de lui permettre d'effectuer ses missions dans les meilleures conditions. Il s'agit,

aussi, de la promulgation du code de procédures civile et administrative qui sera appliqué au cours du mois d'avril prochain.

Cette loi vient, selon les spécialistes, consacrer les prérogatives de l'huissier de justice de façon claire et précise. Le texte vient aussi en appui des missions et du rôle de l'huissier pour ce qui est de l'aide qu'il prodigue à la magistrature. Le corps des huissiers de justice a, par ailleurs, été renforcé par 1 000 nouveaux éléments au cours de l'année écoulée. La formation de ces auxiliaires permettra certainement, a rappelé le ministre, d'accélérer l'application des décisions de jus-

tice. La conférence tenue hier a eu pour thème le rôle de l'huissier en tant que pilier de l'Etat de droit, outil de la sécurité juridique et appui au développement économique.

Les présents rappelleront aussi que la profession d'huissier en Algérie a connu une avancée considérable, notamment pour ce qui est de son organisation.

Est cité ainsi l'exemple de l'adoption, en 2008 à Beyrouth, de la loi 06-03 par le Conseil des ministres de la Justice des pays arabes en tant qu'outil consultatif pour la profession.

F.- Z. B.

MODERNISATION DU RÉSEAU FERROVIAIRE NATIONAL

L'ANESRIF et le groupe Thales poursuivent leur coopération

L'Agence nationale d'étude et de suivi de réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) et le groupe Thales, leader mondial dans l'électronique et systèmes d'information critiques, poursuivent leur coopération.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ainsi Thales Rail Signalling Solutions (Thales RSS), représentée en Algérie, participe depuis juin 2008 à la signalisation ferroviaire de 360 km de lignes ferroviaires de la rocade nord. Ceci pour un investissement global de l'ordre de

200 millions d'euros et basé sur l'utilisation de la technologie ERTMS (European Rail Traffic Management system-2).

En effet, l'ERTMS a été conçu dans le but d'harmoniser les différents systèmes de signalisation ferroviaire et sa variante ERTMS-2 est en cours d'implé-

mentation en Europe. Ce système est constitué de deux composantes : le système ETCS (European Train Control System) qui permet de gérer le trafic ferroviaire et le système GSM-R (Global System for Mobiles - Railways) qui assure la communication des trains avec les centres de contrôle et d'exploitation du réseau ferré.

Outre la signalisation d'un millier de kilomètres de lignes ferroviaires, Thales RSS s'est associé à l'ANESRIF pour mener une réflexion sur les avantages techniques et les opportunités de développement offertes par la technologie ERTMS Régional. Cette dernière, basée sur la technologie ERTMS, intègre à la fois les fonctions d'enclenchement, de contrôle des trains et de supervision de trafic. Présentée hier à l'hôtel El-Djazair à Alger,

lors d'un séminaire organisé par l'ANESRIF, Thales et le Réseau ferré de France (RFR), la technologie ERTMS Régional permet, en fait, d'optimiser les coûts d'exploitation et de maintenance avec un déploiement plus rapide, gérer la vitesse et le délai entre les trains, augmenter la capacité des lignes et améliorer la sécurité et l'interopérabilité.

Il s'agit, ainsi, d'étudier la pertinence et la faisabilité de l'implémentation sur le réseau ferroviaire national, en cours de modernisation, de la technologie ERTMS Régional.

D'autant que cette solution s'avère intéressante pour des lignes à faible trafic où le retour sur investissement est garanti. En ce sens, un travail préparatoire a été lancé concernant la ligne pilote Senia-Aïn Témouchent.

C. B.

CE MONDE QUI BOUGE

élections en Israël, le Hamas a bon dos

Par Hassane Zerrouky

Que ce soit le parti Kadima de M^{me} Livni, les Travaillistes d'Ehud Barak ou le Likoud de Netanyahu, voire l'extrême-droite d'Avigdor Lieberman, une chose est sûre, les Palestiniens ne seront pas à la fête.



Soutien occidental aidant, il suffit de rappeler que depuis 1967, tous les gouvernements qui ont dirigé Israël ont eu pour dénominateur commun d'entraver toute solution visant à la création d'un Etat palestinien. Et les prétextes n'ont pas manqué.

Jusqu'en 1987, bien avant la création du Hamas, Israël justifiait son refus de négocier avec l'OLP de Yasser Arafat sous le prétexte qu'il s'agissait d'une organisation terroriste visant à jeter les Juifs à la mer. Avant d'avancer comme second prétexte le refus de l'OLP de reconnaître Israël. Et bien que cette organisation a dû renoncer à la lutte armée, puis de reconnaître Israël, acceptant la création d'un Etat palestinien englobant la Cisjordanie et Gaza avec Jérusalem-Est pour capitale, avant de signer les accords d'Oslo devant mettre un terme à une crise qui dure depuis 1948, l'OLP n'a pas été payée en retour. La colonisation des territoires palestiniens et de Jérusalem s'est poursuivie, la répression n'a pas cessé, les checks-points entravant la libre circulation des Palestiniens sur leur propre terre n'ont pas été levés. Sous Sharon, les infrastructures palestiniennes, financées en grande partie par l'UE, ont été détruites. Ainsi en était-il, à titre d'exemple, de l'aéroport et du port de Gaza. A quoi s'est ajoutée la construction du mur de séparation avec à la clé l'amputation de pans entiers de la Cisjordanie. Les concessions palestiniennes n'ont donné aucun résultat significatif. En bref, au regard des objectifs que s'est fixés l'OLP, le moins qu'on puisse dire est que le bilan aura été négatif.

Pire, les Occidentaux, Etats-Unis en tête, ont contraint Mahmoud Abbas à organiser des élections législatives en 2006 remportées par le Hamas mais refusées par Israël, l'Union européenne et les Etats-Unis : «Oui aux élections» et «non aux résultats», résumait cette politique hypocrite de l'Occident capitaliste à l'endroit des Palestiniens. Et de fait, par son geste, aux yeux des Palestiniens et des peuples arabes et maghrébins, cet Occident, qui parle de démocratie et de droits de l'Homme, a décrédibilisé l'idée démocratique et de pluralisme politique. La raison invoquée : le Hamas refuse de reconnaître Israël et les accords d'Oslo. Or, la réponse à la question de savoir pourquoi une majorité de Palestiniens a voté en faveur du parti de Khaled Mechaâl sautait aux yeux de n'importe quel observateur au fait de la réalité dans cette région : Israël n'a respecté ni ses engagements, ni les accords d'Oslo, ni non plus la feuille de route adoptée à Annapolis en novembre 2007.

Qui plus est, il n'a donné aucune suite à l'offre de paix arabe adoptée à Beyrouth en 2002, à savoir le retrait israélien de tous les territoires occupés, y compris le Golan syrien, en contrepartie d'une normalisation des relations avec Israël. Et pour couronner le tout, l'Occident a joué des divisions interpalestiniennes ayant conduit le Hamas à prendre le pouvoir à Gaza. Le Hamas, il est vrai, a joué la carte du pire. Mais est-ce une raison de refuser tout dialogue avec ce mouvement, de le diaboliser à l'extrême comme étant une menace pour la paix au Proche-Orient, alors qu'avant la guerre de Gaza, ce parti ne représentait pas plus de 30 % de l'opinion palestinienne !

Reste que quel que soit le vainqueur des élections israéliennes, il n'échappera pas à cette réalité incontournable : tant que les Palestiniens n'auront pas leur Etat, avec Jérusalem-Est pour capitale, le Proche-Orient restera une poudrière.

H. Z.

À propos de l'ANESRIF

Spécialisée dans le management des projets ferroviaires, en amont et en aval, l'Agence nationale d'étude et de suivi de réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) gère, pour le compte du ministère des Transports, un ambitieux programme de modernisation du réseau ferré algérien. Environ 56 milliards de dollars sont consentis au secteur dans le cadre du programme de relance économique à l'horizon 2014 et qui prévoit notamment la réalisation de 1597 km de nouvelles lignes et 2690 km de nouvelles dessertes.

C. B.